

11^e JOURNÉE DE RÉFLEXION SUR L'IMMIGRATION francophone

Journée de réflexion sur l'immigration francophone 2017 Moncton, 30 mars 2017

La 11^e journée de réflexion sur l'immigration francophone, sous le thème *Réussir le pari de l'immigration francophone : des moyens à se donner, des collaborations à renforcer*, se déroule à la veille du tout premier forum ministériel où les gouvernements provinciaux et territoriaux de la francophonie et de l'immigration doivent identifier les moyens d'atteindre la cible de 5 % qu'ils se sont fixée en matière d'immigration francophone. Cette onzième journée s'avère être un moment propice pour réfléchir sur la collaboration entre l'ensemble des intervenants concernés, sur les mécanismes à développer et sur le capital à prioriser pour réussir le pari de l'immigration francophone.

Moncef Lakouas, premier vice-président du Conseil multiculturel du Nouveau-Brunswick, anime cette journée de réflexion regroupant 187 intervenants communautaires, chercheurs et représentants gouvernementaux de différents paliers et de toutes les régions du Canada au Delta Beauséjour à Moncton, Nouveau-Brunswick. De plus, 160 utilisateurs ont été en mesure de suivre la journée en direct par webdiffusion.

Dans son allocution d'ouverture, Audrey Labrie, vice-présidente de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada, souhaite la bienvenue aux participantes et participants, remercie les membres du comité organisateur et ceux du secrétariat national de la FCFA. Elle exprime également sa reconnaissance ministère Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) pour son appui financier.

Audrey Labrie réitère l'importance que représente l'immigration pour les communautés francophones en situation minoritaire. Elle s'appuie sur les faits saillants des récentes projections de Statistique Canada selon lesquelles, il faudrait au moins 5% d'immigrants d'expression française sur une base annuelle pour permettre le maintien du poids démographique des communautés francophones en situation minoritaire. Au nom des communautés francophones et acadienne, elle souhaite que les discussions qui auront le lendemain à la rencontre des ministres puissent être fructueuses et qu'elles mènent à des mesures tangibles.

1. Promotion et recrutement

Présidé par Emmanuelle Archer, coordonnatrice du Réseau en immigration francophone de la Colombie-Britannique, ce panel vise à mieux saisir les dispositifs de promotion de la vie en français mis en œuvre par les intervenants dans l'ensemble du Canada (incluant le Québec). Elle rappelle que dans un contexte de migration mondiale, il s'avère important de mettre en lumière les pratiques probantes des stratégies et initiatives en matière de promotion et de recrutement international des immigrants d'expression française.

Caroline Guimond, ministre-conseillère, ambassade du Canada à Paris

Promotion et soutien au recrutement, vers une vision globale

En tant que responsable des programmes d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) en Europe méridionale et au Maghreb, Madame Guimond aborde les pistes explorées visant à élargir les sphères d'activités du Réseau international d'IRCC et à rejoindre un plus grand nombre de candidats potentiels à l'immigration francophone.

Elle débute en mentionnant qu'IRCC organise des activités de promotion partout dans le monde et de la promotion francophone dans certains territoires, notamment en Europe, au Maghreb et en Afrique de l'Ouest. Elle note que Londres, 6^e ville francophone au monde, est sujette à un intérêt croissant dans le contexte du Brexit malgré une forte compétition.

Pour ce qui est des liens avec le marché du travail canadien, IRCC a mis sur pied le Réseau de liaison avec les employeurs (RLE) pour mieux cerner les besoins en main-d'œuvre. L'information recueillie est partagée avec le réseau international d'IRCC pour localiser les bassins potentiels de candidats pouvant répondre aux besoins de main d'œuvre.

Elle rappelle l'engagement d'IRCC de favoriser le développement des collectivités de langues officielles minoritaires au Canada défini par la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et indique que le réseau international d'IRCC offre des activités de promotion et de soutien au recrutement basées sur des partenariats solides aussi bien avec les gouvernements provinciaux et territoriaux qu'avec les institutions de développement économique en passant par la collaboration avec les services d'emploi de pays étrangers sans sous-estimer l'importance jouée par une autre catégorie de partenaires qui sont les groupes médiatiques.

Outre l'événement phare annuel Destination Canada, le réseau international du ministère organise et participe régulièrement à diverses initiatives de promotion et de soutien au recrutement international : Semaine canadienne, salons d'études, de carrières et de mobilité internationale, conférences et kiosques. Enfin, l'utilisation de la technologie permet à IRCC d'étendre la diffusion de messages à de plus grands bassins par le biais de webconférences et de webinaires.

Les activités virtuelles sont utilisées essentiellement pour explorer de nouvelles pistes et régions à cibler éventuellement avant d'assurer une présence sur le terrain en établissant des partenariats.

Justin Mury, Société nationale de l'Acadie(SNA)

Destination Acadie, une collaboration interprovinciale

Monsieur Mury explique que Destination Acadie est un événement de promotion et de recrutement utilisant un format semblable à un salon ou à une foire commerciale. Cette initiative réunit les partenaires en immigration francophone du Canada Atlantique : représentants gouvernementaux et communautaires ayant pour mission d'informer le public ciblé sur les opportunités, de tourisme, d'affaires ou encore d'éducation post-secondaire.

Cette initiative basée principalement sur la collaboration s'avère prometteuse dans la mesure où elle permet une bonne visibilité aussi bien de l'Atlantique que de chacune des provinces.

Par ailleurs, Destination Acadie se distingue des autres types d'événements du même genre par le fait qu'elle accorde une grande place à la promotion de la culture et du patrimoine acadien et francophone tout en tenant compte de l'aspect lié au développement économique. Ainsi, les mini-concerts offerts par des artistes acadiens semblent séduire le public ciblé.

La promotion exige également l'innovation et les médias sociaux sont systématiquement utilisés pour promouvoir Destination Acadie. Pour l'édition qui aura lieu au Maroc en avril 2017, des publicités ont été conçues en arabe.

Ces efforts n'ont pas été sans impact sur le nombre de participants qui est passé de 800 en 2012 à 1850 en 2017. De plus, les personnes ne pouvant se présenter peuvent participer par le biais de Webdiffusions en direct.

Mélissa Caron, Immigration, Diversité et Inclusion Québec

Les initiatives de prospection, attraction et rétention des personnes immigrantes francophones au Québec

Dans son introduction, Madame Caron indique d'emblée que le Québec s'inscrit dans un contexte différent du reste du Canada puisqu'il s'agit de promouvoir l'immigration francophone dans un contexte où le français n'est pas la langue minoritaire. Il n'en demeure pas moins que le Québec doit face à la concurrence mondiale puisque la belle province n'est pas toujours connue à l'international. De plus, le Québec doit augmenter le nombre des travailleurs qualifiés connaissant le français à leur arrivée puisque les statistiques récentes montrent une tendance à la baisse alors que la cible actuelle du Québec est l'atteinte de 85 % d'immigrants démontrant une connaissance suffisante du français pour 2017-2019.

Madame Caron explique qu'en ce qui a trait à l'identification des bassins des candidats potentiels, le Québec utilise une approche très ciblée basée sur des secteurs professionnels prioritaires pour répondre aux besoins du marché du travail. Ainsi, un outil comprenant 67 indicateurs a été développé pour localiser les lieux des masses critiques de candidats potentiels. Une fois ces lieux identifiés, la stratégie de promotion est mise en œuvre et des partenariats sont développés avec divers pôles d'emploi. Tout en misant sur les besoins du

marché du travail, la stratégie accorde une grande importance à la langue française conciliant ainsi les besoins d'emploi et l'intégration en français.

Madame Carron souligne l'importance des partenariats dans cette stratégie d'attraction, au Québec comme à l'étranger. Elle cite notamment l'exemple d'une entente avec des Alliances françaises en ce qui concerne la francisation en plus de l'utilisation du réseau de représentation du Québec à l'étranger pour faire du recrutement et de l'association à des missions commerciales gouvernementales.

De plus, Madame Carron note que le Québec cherche à aider les employeurs à trouver des candidats francophones pour répondre à leurs besoins en ressources humaines. Parmi les activités de recrutement international, Journée Québec est la plus importante. Elle permet de jumeler les Curriculum-Vitae des candidats aux profils recherchés par les employeurs. Des activités de recrutement virtuelles sont également organisées.

Les points soulevés lors de la période de questions sont les suivants :

- ✓ La coopération est possible entre la majorité et la minorité linguistique pour favoriser le partage de stratégies et d'informations malgré un contexte de compétition,
- ✓ Les opportunités de collaboration entre les provinces incluant le Québec,
- ✓ Le défi de la reconnaissance des titres et diplômes pour le recrutement de certains travailleurs qualifiés,
- ✓ L'importance d'impliquer les acteurs communautaires dans les initiatives de promotion pour présenter un portrait complet des communautés francophones,
- ✓ L'opportunité de miser sur des activités de promotion et de recrutement en Afrique subsaharienne,
- ✓ L'importance de la promotion de la francophonie auprès des immigrants d'expression française (une fois rendus au Canada) pour s'assurer de leur rétention et de leur contribution à la vitalité du français,
- ✓ La collaboration, un facteur clé de réussite des initiatives.

2. L'accueil des réfugiés syriens au sein des communautés francophones en situation minoritaire

Sylvia Kasparian, professeure en sociolinguistique à l'université de Moncton, préside ce panel. En guise d'introduction, elle rappelle les efforts investis pour l'accueil et l'établissement des 40 000 réfugiés syriens accueillis jusqu'à ce jour par le Canada.

Madame Kasparian mentionne que la particularité de cette initiative était le flux important en un temps trop court. Il va sans dire que les défis ont été de taille et souvent exacerbés par le décalage culturel entre des personnes vulnérables à tous les niveaux et leurs communautés d'accueil. Néanmoins, la collaboration étroite entre les intervenants a un impact positif sur l'adaptation des services pour répondre de manière optimale aux besoins des réfugiés syriens.

Fleurette Landry, Famille et petite enfance francophone Sud Inc. (Nouveau-Brunswick)

L'accompagnement des familles immigrantes et réfugiées en petite enfance francophone

Après une brève présentation du centre Famille et petite enfance francophone Sud inc., Madame Landry fait état de certains des obstacles fréquemment rencontrés dans les interventions avec les familles syriennes : outre l'isolement et les barrières linguistiques, la prise en considération des besoins des familles et l'intégration scolaire des enfants sont des éléments clés pour lesquels le centre a dû intervenir de manière efficace en accompagnant les familles vers les ressources communautaires disponibles.

Selon Madame Landry, certaines familles syriennes, bien que ne possédant aucune des deux langues officielles, avaient le sentiment qu'il était plus facile d'avoir accès aux services en anglais qu'en français en raison d'un manque de services disponibles dans certaines communautés. Ce constat mérite une réflexion approfondie.

Madame Landry conclut que l'établissement réussi des réfugiés nécessite un grand travail de sensibilisation auprès des parties prenantes sur l'enjeu de l'immigration francophone, la collaboration de tous les intervenants communautaires et la conscientisation des familles elles-mêmes sur l'opportunité de l'apprentissage du français au Canada.

Maha Imazitene, Centre d'accueil et d'accompagnement francophone des immigrants du Sud-Est du Nouveau-Brunswick (CAFi)

Intégrer les enfants des réfugiés à l'école francophone, un facteur de construction citoyenne et de l'identité francophone

Madame Imazitene aborde le sujet de l'accueil des réfugiés syriens en se basant sur l'expérience du CAFi. Elle relate d'abord certains défis liés à l'accueil d'environ 400 réfugiés dans la région du Grand Moncton telles la méconnaissance des structures scolaires, l'analphabétisme, le nombre important d'enfants de certaines familles. En raison de ces multiples défis et dans un contexte de ressources limitées, les organismes d'accueil se sont vus dans l'obligation de faire des choix en priorisant certains domaines d'intervention.

Madame Imazitene mentionne qu'approximativement 20% des familles syriennes accueillies ont exprimé le souhait d'inscrire leurs enfants dans des écoles francophones. Un camp d'été a été organisé par le CAFi afin de favoriser l'apprentissage de la langue et la familiarisation au système scolaire à travers le jeu et la culture afin de créer une expérience positive pour apprendre le français. À ce sujet, Madame Imazitene indique que la construction citoyenne passe par l'apprentissage linguistique mais aussi par l'expérience que l'on vit en lien avec la langue choisie.

Par ailleurs, elle souligne qu'un facteur explicatif de l'intérêt envers les écoles francophones de la part de réfugiés syriens est que le modèle canadien rappelle celui du Liban et que le fait d'opter pour l'éducation en français offre souvent l'opportunité de devenir trilingue.

En terminant, la représentante du CAFi rappelle que les défis restent de taille en ce qui concerne l'accompagnement des réfugiés, la sensibilisation, l'aide aux parents et l'accès des organismes aux ressources adéquates.

Wilgis Agossa, Accueil francophone du Manitoba

La collaboration, le partenariat et l'intégration de l'immigrant

Monsieur Agossa débute en mentionnant que l'accueil de réfugiés syriens a été marqué par une importante collaboration au sein de la communauté franco-manitobaine dans son ensemble. En cherchant à maximiser le nombre de partenaires impliqués, il est possible de miser sur le mandat et les forces de chacun pour favoriser l'établissement.

Le réseau en immigration francophone (RIF) du Manitoba a joué efficacement son rôle de pont entre l'Accueil francophone et les autres partenaires. En plus des ateliers offerts à la communauté d'accueil, des ateliers ont été offerts par les membres du RIF aux réfugiés à l'arrivée pour qu'ils puissent mieux comprendre la culture locale. De nombreuses activités rassemblant les réfugiés et la communauté d'accueil ont été organisées pour favoriser l'inclusion des nouveaux arrivants. En plus du rôle du secteur communautaire, il y a lieu de noter l'engagement des bénévoles.

Monsieur Agossa indique que grâce à des partenariats avec des agences de logements et l'Université St-Boniface, la quasi-totalité des réfugiés a eu accès à un logement de transition dès l'arrivée.

Chedly Belkhodja, Université Concordia (Québec)

L'accueil et l'établissement des réfugiés syriens à Moncton, un effort communautaire

L'étude de Monsieur Belkhodja, financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et IRCC, s'inscrit dans un projet de recherche comparant l'expérience d'accueil de réfugiés de trois villes de petite taille au Québec et au Nouveau-Brunswick avec comme but de mieux comprendre ce qui s'est fait sur le terrain.

Durant son exposé, Monsieur Belkhodja effectue un retour sur la façon dont s'est déroulé le processus d'accueil des réfugiés à Moncton, l'une des villes qui reçoit le plus de réfugiés per capita au Canada avec St-Jean et Trois-Rivières. Le premier constat dans le grand Moncton fait ressortir une volonté d'engagement de la société civile et des intervenants communautaires. Il note, cependant, les quelques tiraillements entre la structure d'accueil accréditée (ayant un financement du gouvernement fédéral) et les autres intervenants désireux de s'impliquer.

En plus de ces tensions, Monsieur Belkhodja fait état de problématiques qui surgissent durant le processus d'accueil dont une circulation de l'information difficile, le nombre et la cadence rapide des arrivées, les problèmes de logement, la santé des réfugiés ainsi que les barrières linguistiques. De plus, l'accueil de réfugiés diffère de l'immigration économique à laquelle la région est habituée. Selon Monsieur Belkhodja, cela amène les intervenants à repenser la façon de penser l'établissement en allant au-delà du modèle classique pour concevoir l'immigration en termes de collaboration.

Un élément intéressant est la mise sur pied d'une structure de gestion de crise basée sur le modèle du Centre de commandement des incidents du ministère des Ressources naturelles. Qui permet de miser sur une expertise en termes de logistique pour établir un processus plus efficace sur le terrain.

Par ailleurs, Monsieur Belkhodja note également que de la perspective des réfugiés, apprendre le français peut être une opportunité pour s'inscrire dans un nouvel environnement bilingue.

En conclusion, Monsieur Belkhodja mentionne que l'enjeu de la langue demeure un défi majeur pour plusieurs réfugiés qui proviennent d'un pays presque exclusivement arabophone et souvent, de régions rurales où même la langue de communication se résume à l'arabe dialectal.

Les points soulevés lors de la période de questions sont les suivants :

- ✓ L'importance de la sensibilisation de part et d'autre, tant pour les réfugiés que pour la communauté d'accueil,
- ✓ Le besoin de mettre en place des initiatives telles que des groupes de discussion en français. Cela est particulièrement important dans un contexte où des cours peuvent seulement être financés pour l'apprentissage de l'une des deux langues officielles par le gouvernement fédéral et que bien souvent, l'anglais est l'option choisie,
- ✓ La nécessité d'avoir des ressources financières appropriées pour intervenir auprès de réfugiés,
- ✓ L'apprentissage du français par des réfugiés ne connaissant aucune des deux langues officielles peut avoir des retombées très positives aussi bien pour les réfugiés que pour les communautés francophones en situation minoritaire.

3. Collaboration des fournisseurs de services dans les petites collectivités

Ce panel est présidé par Monsieur Ibrahim Ouattara, professeur de philosophie à l'université de Moncton.

En guise d'introduction, Monsieur Ouattara indique que les immigrants francophones évoluant dans les petits centres et les régions rurales peuvent connaître plusieurs défis dans leur parcours d'intégration. Les intervenants sont souvent amenés à faire preuve d'une collaboration soutenue et d'un esprit novateur constant pour que l'intégration des nouveaux arrivants ne soit pas compromise.

**Georges Bahaya, Centre d'accueil et d'établissement (CAE) du nord de l'Alberta
Expérience d'une collaboration réussie du CAE à Fort McMurray et à Grande Prairie (Alberta)**

Dans son introduction, Monsieur Bahaya mentionne le nombre croissant de nouveaux arrivants francophones à l'extérieur des grands en Alberta. C'est dans ce contexte de besoins grandissants de services d'accueil en français en région que le CAE a mis sur pied deux antennes à Fort McMurray et à Grande-Prairie.

En ce qui a trait à Fort McMurray, des collaborations avec la municipalité, le secteur privé et les organismes anglophones ont été nécessaires pour une offre de services complète dans un contexte de ressources financières et humaines limitées.

Pour ce qui est de Grande-Prairie, le nombre de résidents permanents éligibles aux services ne permettait pas de justifier le maintien du financement du bailleur de fonds. Pour continuer à servir les nouveaux arrivants d'expression française dans un petit centre malgré le nombre peu élevé de francophones, un partenariat stratégique est mis en place pour la création d'un centre d'accueil bilingue.

Dans les deux cas, on retiendra que la création de ces deux centres a été le fruit d'un partenariat avec divers partenaires visant essentiellement les besoins de services de diverses catégories de nouveaux-arrivants.

Frédéric Dion, Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick (AFMNB)

Accroissement de l'immigration francophone au N.-B., quelques pièces manquantes au casse-tête

Monsieur Dion entame sa présentation en mentionnant que les municipalités sont un outil de développement stratégique pour les communautés francophones. L'AFMNB regroupe 53 municipalités dont 43 sont majoritairement francophones.

La pleine municipalisation a été identifiée comme la priorité de la communauté lors de la Convention de l'Acadie du N.-B. de 2014. Cet état de fait permet aux municipalités d'agir sur des dossiers déterminants comme l'immigration. Ceci s'inscrit dans un contexte de morcellement de la gouvernance locale et d'absence de mécanismes de prise en charge au niveau local pour 50% des Acadiens et des francophones qui vivent dans des districts de services locaux non incorporés (DSL).

Le directeur de l'AFMNB rappelle que l'immigration, plus qu'une réponse aux besoins de main d'œuvre, est la solution aux défis du déclin démographique au Nouveau-Brunswick au Nouveau-Brunswick conjugué malheureusement à l'exode des jeunes et à la mobilité croissante de la population.

Il rappelle également le rôle que peuvent jouer les municipalités dans le dossier de l'immigration francophone en ce qui a trait au leadership, à l'établissement et à la rétention par la création de collectivités accueillantes.

Monsieur Dion conclut en faisant état de pistes à suivre dans le dossier de l'immigration au Nouveau-Brunswick dont le renforcement des centres d'accueil et d'établissement, l'accompagnement étroit des employeurs dans un contexte où la bureaucratie liée à l'immigration peut causer des délais, la création d'incitatifs d'admission aux programmes d'accroissement de l'emploi pour inclure les immigrants, l'établissement de partenariats solides entre les municipalités et les différents intervenants, la création d'un centre de ressources en immigration en région et le renforcement des capacités de gouvernance locale.

Christian Howald, Réseau de soutien à l'immigration francophone du nord de l'Ontario

Le capital social des réseaux en immigration, liens primordiaux et relations essentielles dans la ruralité

Monsieur Howald introduit l'approche du réseau de soutien à l'immigration francophone du nord de l'Ontario en ce a trait à l'identification des besoins des communautés dans l'offre des services par la création de partenariat et le renforcement de la collaboration entre organismes.

Développer des arguments personnalisés en fonction du secteur ciblé s'avère important dans cette démarche de conscientisation sur l'importance et les bénéfices de l'immigration. Les motivations des employeurs peuvent être bien différentes de celles des conseils scolaires et autres.

Monsieur Howald présente l'évolution des nombres d'immigrants sur les dernières années et une projection des besoins en main d'œuvre pour les années à venir illustrent clairement l'importance capitale de l'immigration dans le nord de l'Ontario. Selon beaucoup d'employeurs, des incitatifs devraient être mis en place comme par exemple la suppression de l'Étude d'impact sur les marché du travail pourrait avoir un impact positif sur l'attraction des nouveaux arrivants vers les zones rurales.

Bill Ashton, Université de Brandon (Manitoba)

Les capacités et les défis des fournisseurs de services d'établissement dans les zones rurales du Manitoba

Monsieur Ashton rappelle que selon les projections de Statistique Canada, l'équilibre naturel (naissance versus mortalité) sera négatif en 2030 et que l'immigration s'avère la seule alternative pour soutenir la croissance démographique du Canada. La particularité du contexte manitobain réside dans le fait que la proportion des nouveaux arrivants qui s'établissent en milieu rural est plus nettement supérieure à la moyenne canadienne.

Le modèle des collectivités accueillantes (promotion, accueil, établissement, rétention) présenté par Monsieur Ashton inclut plusieurs critères dont l'identification et la suppression des barrières, la promotion du sens d'appartenance, la réponse aux différents besoins et l'offre des services favorisant l'intégration. Dans ce modèle, une emphase particulière est mise sur la rétention.

Monsieur Ashton fait également état des lacunes aussi basiques que criantes dans la plus part des zones rurales en termes de logement, d'accès au transport public et aux services de santé et les écoles sont souvent surpeuplées. Ce constat est dû essentiellement au manque de stratégie régionale en développement économique. Une étude menée récemment sur les défis des services d'établissement dans l'Ouest canadien fait ressortir les défis en lien avec l'apprentissage de la langue, l'employabilité et l'accréditation des diplômés. Ces défis sont exacerbés dans les régions les plus reculées. Il note par ailleurs qu'en milieu rural, lorsque certains services d'établissement sont disponibles, ils manquent souvent cruellement de spécialisation, ce qui peut compromettre la rétention.

Monsieur Ashton conclut en rappelant que l'immigration rurale requiert lequel des ressources appropriées pour soutenir les communautés dans leurs efforts à répondre aux besoins des nouveaux arrivants et accompagner également les employeurs dans leurs démarches de recrutement et de gestion de la diversité.

Les points soulevés lors de la période de questions sont les suivants :

- ✓ L'importance de présenter aux candidats potentiels l'ensemble des services offerts au sein de la communauté,
- ✓ La question de créer les services pour attirer les nouveaux arrivants en milieu rural ou attendre que le besoin crée l'offre des services,
- ✓ L'importance du rôle des municipalités par notamment l'inclusion de l'immigration dans leurs planification stratégique,
- ✓ Les nouveaux arrivants ayant eu une expérience concluante en milieu rural peuvent être des ambassadeurs des communautés auprès de candidats potentiels et participer ainsi aux efforts de promotion des collectivités rurales.

4. De la résidence temporaire à la résidence permanente

Ce panel, présidé par Madame Isabelle Violette, professeure-adjointe au département d'études françaises à l'Université de Moncton, présente les différentes perspectives sur le passage de la résidence temporaire à la résidence permanente.

En guise d'introduction, Madame Violette rappelle que le Canada mise de plus en plus sur la rétention des résidents temporaires et sur leur transition vers la résidence permanente. Dans ce contexte, les étudiants internationaux et les travailleurs temporaires constituent indéniablement un bassin potentiel pour l'immigration.

Lise Marie Baudry, Centre francophone de Toronto (CFT)

Facteurs de rétention et d'inclusion des résidents temporaires à l'heure des changements démographiques dans la francophonie canadienne

Madame Baudry présente l'approche multidisciplinaire du CFT utilisée afin d'accompagner les nouveaux arrivants dans leur cheminement et de leur offrir des services variés sous un même toit. Cette approche mise sur la flexibilité et la capacité de s'adapter rapidement aux demandes émergentes des nouveaux arrivants et aux possibilités de changements du profil de la clientèle desservie.

Madame Baudry note l'importance de répondre aussi bien aux besoins des immigrants établis qu'à ceux des immigrants récents de manière à pouvoir suivre l'évolution du parcours de l'immigrant francophone en fonction de ses besoins.

Les prestataires de services sont les principales assises du passage de la résidence temporaires vers la résidence permanente.

Madame Baudry rappelle qu'un enjeu majeur demeure celui de la reconnaissance des acquis. Elle soutient ainsi que si une université francophone voit le jour à Toronto, il va être nécessaire d'offrir des programmes répondant aux besoins du marché du travail à long

terme en plus des formations de mise à niveau professionnelle pour les individus formés à l'étranger.

Marie-Pier Côté, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)

Entrée express : parcours vers la résidence permanente pour les candidats qualifiés d'expression française

Madame Côté dresse le portrait d'Entrée Express, un système électronique mis en vigueur en janvier 2015 qui permet de gérer les demandes de résidence permanente reçues dans les volets économiques des programmes fédéraux et dont une partie du Programme des candidats des provinces. Les demandeurs ayant obtenu les notes les plus élevées à partir selon de multiples critères sont invités à présenter une demande de résidence permanente.

Elle explique que le programme des travailleurs étrangers temporaires fait en sorte que les employeurs peuvent embaucher des travailleurs étrangers pour combler des pénuries lorsqu'ils ne parviennent pas à trouver des Canadiens tout en précisant que le programme Mobilité francophone permet le recrutement de travailleurs qualifiés étrangers d'expression française sans avoir à soumettre d'EIMT.

Madame Côté souligne que les candidats d'expression française sont bien positionnés pour réussir dans Entrée Express. L'examen du bilan d'exercice montre que les candidats d'expression française ont un meilleur niveau de compétences que leurs pairs anglophones. Cependant, il y a peu de francophones dans le bassin d'Entrée Express et les efforts de promotion devraient être poursuivis.

Madame Côté termine sa présentation en mentionnant que dans efforts de favoriser l'immigration francophone, IRCC envisage actuellement d'accorder des points de bonifications aux candidats d'expression française et d'envoyer des messages automatisés aux candidats du bassin concernant les communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Sean Morency, Réseau de liaison aux employeurs, région Atlantique

Projet pilote d'immigration au Canada atlantique

L'exposé de Monsieur Morency traite du projet pilote en matière d'immigration qui est l'une des premières initiatives clés de la Stratégie de croissance pour l'Atlantique présentée en juillet 2016. Il s'agit d'un projet pilote fédéral de 3 ans créé en collaboration avec les provinces de l'Atlantique impliquant les employeurs et les fournisseurs de services à la fois.

Ce projet est conçu pour aider à répondre aux besoins des marchés du travail locaux en mettant l'accent sur la rétention dans la région Atlantique. Les employeurs ont la responsabilité de trouver les candidats qui peuvent alors soumettre une demande de résidence permanente accélérée. L'employeur est également responsable des besoins en des employés nouveaux arrivants en termes d'établissement et de leur famille. De même, les gouvernements provinciaux se doivent de veiller au respect du plan d'établissement par l'employeur.

En conclusion, Monsieur Morency souligne qu'un effort généralisé pour sensibiliser et mobiliser les employeurs est requis pour obtenir les résultats désirés sur le plan linguistique puisque ce sont eux qui sélectionnent les candidats.

Marie-Josée Groulx, Gouvernement du Nouveau-Brunswick

Impact du projet pilote sur les objectifs d'immigration francophone du Nouveau-Brunswick

En guise d'introduction, Madame Groulx rappelle qu'en 2014, le Nouveau-Brunswick s'est doté d'un plan d'action pour favoriser l'immigration francophone avec l'objectif d'atteindre un taux de 33 % d'immigrants francophones d'ici 2020.

Pour atteindre sa cible, le gouvernement du Nouveau-Brunswick compte sur son programme de candidats, sur Entrée Express et depuis récemment, sur le projet pilote en Atlantique.

Elle fait aussi état des opportunités reliées à ce projet pilote qui permet notamment d'assurer un meilleur accès à la main-d'œuvre pour les employeurs, d'augmenter l'immigration en milieu rural, de faire croître la population de la province, de faciliter la transition des étudiants internationaux vers la résidence permanente et pour certaines communautés, de sauvegarder certains acquis (école, services de soins de santé, etc.).

Si le projet pilote atlantique est une opportunité, il n'en demeure pas moins qu'il présente également des défis dont par exemple la sensibilisation des employeurs à recruter des travailleurs étrangers d'expression française pouvant s'intégrer facilement à la communauté. Attirer des immigrants dans des régions francophones souvent plus rurales et les retenir une fois la résidence permanente obtenue représentent également des enjeux.

Leyla Sall, Université de Moncton (Nouveau-Brunswick)

L'immigration francophone dans les Maritimes : un défi aux « lois migratoires » et une créativité entrepreneuriale inédite

Monsieur Sall aborde la thématique des étudiants internationaux en lien avec le système d'immigration canadien. Il souligne d'abord certains progrès accomplis durant les dernières années pour faciliter la transition des étudiants internationaux vers la résidence permanente sachant également que tout étudiant peut acquérir de l'expérience de travail grâce à son permis post-diplôme et faire une demande de résidence permanente en utilisant le système de sélection Entrée Express.

Selon Monsieur Sall, en dépit de ces avancées, un certain nombre de défis demeure tel l'isolement, les lacunes en anglais et la méconnaissance des employeurs des mécanismes de transition vers la résidence permanente.

Monsieur Sall fait le constat d'une concentration excessive des étudiants internationaux dans les centres d'appels. Monsieur Sall évoque une ethnicisation de ce type d'emploi dans la région de Moncton. Il note que lier systématiquement l'obtention de la résidence permanente exclusivement à l'emploi peut mener à une segmentation du marché du travail en cantonnant les étudiants internationaux dans le marché secondaire et que cela n'est

profitable ni au Canada ni aux étudiants internationaux puisqu'ils occupent des postes pour lesquels ils sont surqualifiés.

Monsieur Sall expose également différents exemples de stratégies pour une transition réussie vers la résidence permanente développées par les étudiants eux-mêmes telles que la migration vers une région anglophone pour une immersion totale en anglais ou encore délaissier l'université pour le collège communautaire pour suivre une formation plus courte et s'inscrire dans une discipline professionnelle.

En conclusion, Monsieur Sall propose d'autres pistes à explorer que l'obtention d'un emploi pour obtenir la résidence permanente telles que le bénévolat et l'entrepreneuriat.

Les points soulevés lors de la période de questions sont les suivants :

- ✓ Le programme Entrée Express ne permet pas de faire valoir l'expérience de travail des étudiants internationaux acquise lors des études. Cela peut être particulièrement problématique pour des étudiants aux cycles supérieurs qui ont des tâches d'enseignement,
- ✓ Les immigrants eux-mêmes peuvent assurer un leadership important au niveau du recrutement dans leur région d'origine,
- ✓ L'accès aux services d'établissement peut constituer un facteur clé dans la transition de la résidence temporaire vers la résidence permanente,
- ✓ L'importance de la présence d'immigrants au sein des organismes d'accueil pour que les nouveaux arrivants puissent se reconnaître chez ceux qui les accueillent.

Mot de la fin

Monsieur Serge Cormier, Secrétaire parlementaire du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté

Après les remerciements d'usage, Monsieur Cormier note que l'intérêt porté à l'immigration francophone traduit bien le fait que les deux langues officielles du pays constituent un grand avantage pour le Canada et pour les Canadiens.

En rappelant toutes les mesures positives prises par le gouvernement fédéral en vue de favoriser l'immigration francophone, Monsieur Cormier déclare que les efforts seront poursuivis pour atteindre l'objectif de 4,4 % d'immigrants francophones d'ici 2023. Il se dit optimiste et laisse entendre que d'autres mesures seront annoncées sous peu.

Monsieur Cormier mentionne également que les efforts de recrutement demeurent un indicateur de réussite mais que l'impact ultime demeure la rétention, d'où l'importance de renforcer les capacités d'accueil des communautés pour assurer une intégration réussie et une bonne rétention des nouveaux arrivants d'expression française.

En conclusion, le ministre indique que le gouvernement reste engagé à bâtir partout au pays des communautés francophones en situation minoritaire plus dynamiques, objectif que l'on

peut atteindre en favorisant la collaboration entre les acteurs impliqués. Monsieur Cormier exprime sa volonté de collaborer pleinement avec les communautés francophones et acadienne pour atteindre les objectifs en matière d'immigration francophone.

Audrey Labrie, vice-présidente de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada

Après une brève synthèse des points soulevés lors de la Journée, Madame Labrie déclare que l'information recueillie durant cette journée témoigne grandement de l'engagement des communautés francophones en situation minoritaire en dépit de tous les défis qui se présentent.

Madame Labrie rappelle que l'appui des divers paliers de gouvernement est essentiel pour atteindre les cibles en immigration francophone et réitère l'importance d'élaborer une politique en matière d'immigration francophone.

La vice-présidente conclut en soulignant que les communautés francophones ont le potentiel de changer la vie d'un immigrant et que les immigrants changent aussi la vie des francophones au Canada et que c'est très bien ainsi.

Faits saillants des interventions de la Journée de réflexion sur l'immigration francophone

- ✚ L'importance d'avoir des stratégies pertinentes et performantes quant à la promotion et au recrutement des immigrants francophones à l'international
- ✚ La collaboration et le partenariat conjugués à l'innovation apportent une plus-value aux initiatives de promotion et de recrutement
- ✚ Promouvoir les possibilités de vie en français de manière à sensibiliser les immigrants à continuer à vivre en français
- ✚ L'innovation, l'utilisation des nouvelles technologies incluant les médias sociaux sont un important outil de promotion
- ✚ L'ouverture et l'engagement citoyen des communautés francophones dans leur ensemble a favorisé l'accueil de réfugiés syriens
- ✚ L'expérience de l'accueil des réfugiés syriens illustre : l'engagement citoyen dont ont fait preuve les communautés francophones en situation minoritaire, la volonté de collaboration en vue rassembler toutes les ressources utiles aux familles réfugiées,
- ✚ L'aspect humain était très présent dans l'accueil des réfugiés syriens : engagement des bénévoles, des propriétaires de maisons et du secteur privé,
- ✚ L'apprentissage du français par les réfugiés ne connaissant aucune connaissance des deux langues officielles peut leur ouvrir plus de possibilités d'intégration,
- ✚ Des stratégies et des ressources appropriées sont nécessaires pour promouvoir et appuyer l'immigration en milieu rural,
- ✚ Les municipalités ont un rôle important à jouer dans le dossier de l'immigration francophone et ce, dans toutes les étapes du continuum,
- ✚ La nécessaire adaptation des fournisseurs de services aux besoins évolutifs de la population immigrante,
- ✚ L'importance d'arrimer les programmes universitaires aux besoins du marché du travail
- ✚ Les candidats d'expression française sont bien positionnés dans le bassin d'Entrée Express cependant une bonne promotion du système pourrait permettre d'augmenter leur promotion dans le bassin,
- ✚ L'appui des divers paliers de gouvernement est essentiel pour atteindre les cibles en immigration francophone.